

Banques—Loi

Hier, le ministre des Finances a dit que l'on ne peut dire qu'il y a une relation entre le budget et le chômage, que cela équivaut en fait à ne poser qu'une relation de cause à effet qui n'existe peut-être pas. C'est une déclaration que j'aurais attendue des députés qui croient sérieusement que le gouvernement ne peut pas faire grand-chose. Cependant, celui qui l'a faite est un ministre qui a reconnu pendant toute sa carrière que nous vivions dans un monde activiste où les gouvernements doivent jouer un rôle activiste. Qu'il nous annonce tout d'un coup à la Chambre qu'il ne peut rien faire pour changer la situation créée énormément d'incertitude.

Il a dit que si nous avions des boules de cristal de bien avoir l'obligeance de les lui envoyer. Or, le parti libéral a eu le monopole des boules de cristal pendant bien des années. C'est notoire. Il se trouve en réalité que nous ne vivons pas dans le même monde paisible, tranquille et sûr des députés d'en face. Nous vivons dans un monde trépidant. La Banque Toronto-Dominion paie des impôts au taux de 0.7 p. 100 pour les premiers neuf mois de 1980. On veut sérieusement faire valoir que nous devrions laisser fixer les taux d'intérêt par le marché et que le gouvernement ne devrait s'en mêler directement en aucune façon, que nous devrions laisser le sort des travailleurs dépendre entièrement des écarts du marché.

C'est un retour au monde de l'huissier et du tribunal. On chasse les gens parce qu'ils ne peuvent payer des intérêts à des taux si élevés ou parce qu'ils ne peuvent payer leur loyer. Il est absurde que dans les années 80 nous retournions à la morale, aux principes économiques et sociaux qui ont été discrédités au cours des années 20 et auxquels on n'aurait pas dû permettre de montrer encore leurs vilaines têtes.

On a beaucoup parlé de s'en tenir au sujet. Qu'est-ce qui peut être mieux relié à la loi sur les banques, et à l'amendement du député d'Edmonton-Ouest qui accorderait une position particulièrement privilégiée à nos institutions fiduciaires, que de parler seulement de ce qui se passe au niveau du logement, des taux d'intérêt hypothécaire et des travailleurs. C'est ce que nous avons voulu faire au cours du débat de cet après-midi. Je n'ai pas l'intention de m'en excuser.

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion dans les 10 minutes qui nous restent avant quatre heures de parler des amendements à l'étude. Il serait peut-être utile de poursuivre là où mon collègue s'est arrêté. Nous nous préoccuons de ne pas digresser. Ne nous y trompons pas, le débat de cet après-midi ne nous écarte en rien du sujet. Notre façon d'aborder cet article et l'amendement proposé est non seulement pertinente, mais elle va même plus loin. Nous voulons étendre ce principe à la loi et, au-delà de la loi, au gouvernement même. Ce n'est pas par hasard qu'à la fois le parti libéral et le parti conservateur ont préféré garder le silence aujourd'hui. La proposition du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a pour effet de centrer l'attention sur un article très technique, qu'il jugeait pertinent à la loi sur les banques, alors qu'en réalité cet article n'intéressait pas les gens de la façon qu'il croyait. C'est de la grande étourderie. Le député n'a pas été en mesure de voir, au-delà de sa proposition, l'effet que celle-ci aurait sur la loi et les déclarations sous-jacentes qu'elle renferme.

● (1550)

Essentiellement, il est proposé que les banques cessent d'accorder des prêts hypothécaires. Mais alors d'où viendrait l'argent? Personne n'a la réponse. Il nous faut de plus gros capitaux et des logements plus nombreux, mais à des taux d'intérêt moins élevés. Les problèmes sont nombreux. Les deux partis ont gardé le silence à ce sujet cet après-midi. Quand j'ai demandé à certains députés ministériels qui s'intéressent aux programmes de logement à quoi, selon eux, voulait en venir le député d'Edmonton-Ouest avec sa proposition, ils m'ont répondu qu'ils n'en savaient rien. Quand j'ai invité ces mêmes députés à nous parler du sujet aujourd'hui, ils ont répondu qu'ils n'y comprenaient rien. Quand j'ai demandé à l'un d'eux où voulait en venir le gouvernement avec cette loi sur les banques, il m'a dit qu'il n'en savait rien, que pour lui, la loi sur les banques était cette masse de cinq livres.

Ces observations des députés d'en face semblent confirmer qu'ils ne savent en général pas grand-chose. Nous voulons savoir quelle sera l'incidence de cette mesure législative sur les citoyens ordinaires. Les banques se tirent fort bien d'affaire, et quelles que soient les initiatives adoptées dans cette mesure législative, ce qui importe, c'est son incidence sur les citoyens. Je voudrais épargner à la Chambre d'autres données statistiques, mais je lui rappellerai la grande pénurie de logements à Vancouver, comme l'a expliqué le député de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell).

Le *Globe and Mail* d'aujourd'hui contient un article intéressant où l'on parle d'une jeune famille avec des enfants, qui vit à l'hôtel dans un quartier mal famé, n'ayant pas réussi à se trouver de logement adéquat ailleurs. Cette famille est obligée de vivre là, victime qu'elle est des politiques du gouvernement. Celui-ci et l'administration précédente ne se sont pas attaqués de front aux problèmes du logement, mais ils devraient du moins reconnaître que nous sommes en pleine crise et que si nous permettons à la situation de s'aggraver, nous nous retrouverons avec une catastrophe sur les bras.

Quelque obscur que cet article puisse avoir semblé à certains députés, si je m'y suis autant intéressé et si j'ai lancé des remarques parfois excessives, ce dont je m'excuse, c'est parce que dans ma circonscription il y a des gens qui dorment dans des automobiles. Je parle de ce qui se passe à Powell River, mais il en est de même dans d'autres localités comme Courtenay et Campbell River. Le prix des maisons est trop élevé pour un grand nombre de mes commettants. Ils ne gagnent pas assez pour avoir droit à un prêt hypothécaire.

Il y a quelques années l'usine de Powell River s'est automatisée, ce qui a entraîné un grand nombre de mises à pied. Comme c'est une localité isolée, il a été très difficile aux gens qui s'en allaient de vendre leur maison. Comme il y avait un excédent de maisons invendues, la construction domiciliaire s'est arrêtée. Tout d'un coup, il y a eu une grande expansion, mais on ne s'est pas occupé de savoir où les nouveaux employés vivraient, et quand ils sont arrivés à Powell River, il n'y avait pas de logements vacants. Quelques familles se sont entassées dans des motels, certains employés logent leur famille dans d'autres localités, et d'autres encore dorment dans leur automobile ou leur caravane. C'est une situation critique.